



OBSERVATOIRE
géopolitique
de l'espace
post-soviétique

L'UKRAINE APRÈS LES SOMMETS DE WASHINGTON ET DE SHANGHAÏ

Michel Makinsky / Directeur général d'Ageromys International,
membre du groupe EuroDéfense France

Septembre 2025



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Michel Makinsky / Directeur général d'Ageromys International, membre du groupe EuroDéfense France

Michel Makinsky est directeur général de AGEROMYS international et membre du groupe EuroDéfense France. Il est également chercheur associé à l'Institut de Prospective et de Sécurité en Europe (IPSE) et à l'Institut d'Études de géopolitique appliquée (IEGA), collaborateur scientifique auprès de l'université de Liège (Belgique) et directeur général de la société AGEROMYS international.

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

Sous la direction de **Lukas Aubin**, directeur de recherche à l'IRIS, l'Observatoire géopolitique de l'espace post-soviétique propose des analyses approfondies de ces dynamiques, en s'appuyant sur une approche pluridisciplinaire qui combine histoire, sciences politiques, sociologie, économie et géographie. Il explore les tensions internes et externes qui façonnent cette région en mutation, tout en s'interrogeant sur la pertinence même du concept d'« espace post-soviétique » dans un monde multipolaire. Il s'appuie sur une équipe de spécialistes, selon des logiques géographiques et thématiques, ainsi que sur un réseau de partenaires internationaux.

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

La tonalité du sommet qui s'est tenu à Washington le 19 août 2025 a été cordiale. Volodymyr Zelensky a tiré les leçons de sa précédente visite explosive. Donald Trump a évité de l'humilier, mais dès son entrée dans le bureau ovale, il lui a montré une carte de contrôle des territoires qui révèle la vision du président américain, visiblement proche de celle de Vladimir Poutine. Son interlocuteur comprend qu'il doit se préparer à un conflit gelé sur la base de l'occupation russe actuelle, dont il constatera la réalité sans lui donner une légitimité. Il doit par contre éviter à tout prix de céder la ligne fortifiée qui peut préserver l'Ukraine d'une invasion russe massive.

KIEV ET SES ALLIÉS EN QUÊTE D'UN PARTENARIAT DE SÉCURITÉ À WASHINGTON

La déclaration de Donald Trump à l'issue du sommet consacre la présence de la coalition des volontaires, une reconnaissance importante pour elle, en particulier pour Emmanuel Macron. Le président ukrainien n'est plus seul. Le président finlandais Alexander Stubb a contribué à obtenir du président américain un certain engagement.

Le pire est (provisoirement) évité pour Volodymyr Zelensky

Le président ukrainien n'a pas pu s'opposer à l'absence de cessez-le-feu, mais il ne se voit pas imposer *ex-abrupto* le découpage autoritaire de l'Ukraine. La négociation territoriale est renvoyée à un accord entre lui et le président russe. Trump veut provoquer d'ici « deux semaines » une rencontre bilatérale entre le président ukrainien (qui a déclaré être prêt à n'importe quel format de rencontre avec Poutine, une façon de peser sur ce dernier) et son homologue russe. Sergei Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, confirme que Moscou est peu pressé d'accélérer une telle réunion : la Russie « ne rejette pas toutes les formes de travail, que ce soit en bilatéral ou en trilatéral », mais de tels sommets exigent « une préparation graduelle étape par étape, en commençant par le niveau d'expert et se poursuivant ensuite *via* toutes les étapes nécessaires ». Poutine, hostile à toute concession territoriale, joue la montre pour gagner du terrain. Yuri Ushakov, conseiller du président russe, aurait indiqué que Trump et Poutine auraient discuté « la possibilité d'élever le niveau de représentativité des parties ukrainiennes et russes ». Le président ukrainien refuse une rencontre à Moscou. Un officiel américain a évoqué sans succès Budapest. Les alliés souhaitent un lieu « neutre », comme Genève ; la Suisse propose même d'accorder l'immunité à Poutine pour faciliter sa présence. Trump avoue ne pas exclure que Poutine ne soit pas intéressé à cet accord, alors même qu'il avait chuchoté à un Macron sceptique penser que

Poutine veut y parvenir). Il avait envisagé une rencontre trilatérale qui pourrait succéder aux négociations bilatérales auxquelles il ne veut pas participer (une façon de rendre Kiev responsable d'un échec).

Des garanties de sécurité par délégation

La coalition et Kiev obtiennent que soient abordées les garanties de sécurité pour l'Ukraine. Ce sont les Européens qui doivent s'en charger « en coordination avec les États-Unis ». Quels sont la portée et le contenu de cette « coordination » ? Ce n'est pas un engagement américain formel, mais une déclaration d'intention. Trump a déclaré que les pays européens « sont la première ligne de défense, car ils sont là, mais nous allons les aider ». Zelensky célèbre « cette étape majeure » et a précisé que les garanties « seraient formalisées par écrit d'ici la semaine suivante ou dix jours ». Alors qu'une adhésion de l'Ukraine à l'OTAN est exclue, la privant de la protection de l'article 5, son secrétaire général, Mark Rutte, aurait déclaré qu'une discussion sur des garanties « du genre article 5 » était en cours. Steve Witkoff, l'envoyé spécial des États-Unis, a déclaré que selon lui, Poutine n'est pas hostile à une garantie de sécurité si elle n'émane pas de l'OTAN. Trump, de son côté, a confirmé que les États-Unis n'enverront pas de troupes au sol pour la défense de l'Ukraine. Il aurait évoqué la possibilité d'une assistance aérienne, mais sans préciser son contenu (systèmes de missiles anti-missiles, avions renforçant une zone d'interdiction de vol, etc.) et Karoline Leavitt, porte-parole de la Maison-Blanche, aurait indiqué que cette assistance était « une option et une possibilité : nous pouvons certainement aider à la coordination et peut-être fournir d'autres moyens de garanties de sécurité à nos alliés européens ».

L'EUROPE ET SES ALLIÉS : LES ACTEURS SUR QUI PÈSE LE POIDS DES « GARANTIES »

L'Ukraine et la coalition des volontaires ont fait un « grand geste » en direction de Trump

Le prix à payer pour éviter un désengagement. Dès le 5 août, le Danemark, la Suède et la Norvège avaient annoncé qu'ils financeraient \$500 millions d'achat de matériels et munitions américaines pour l'Ukraine dans le cadre de l'initiative OTAN *New Prioritised Ukraine Requirements List (PURL)*. Le 13 août, c'est au tour de l'Allemagne de faire de même. Selon un document vu par le *Financial Times*, l'Ukraine a proposé - après en avoir discuté avec les Européens d'acheter (ou plus exactement de faire acheter) \$100 milliards d'armements américains qui seraient payés par les Européens. En sus, Kiev et Washington devraient

conclure un accord de \$50 milliards pour produire des drones avec des compagnies ukrainiennes qui jouent un rôle de pionnier en la matière. Le *Financial Times* indique que le document précité ne précise pas quels sont les armements demandés par Kiev, mais que l'Ukraine aimerait acquérir au moins 10 missiles anti-missiles Patriot pour protéger les villes. De même, on ignore quelle proportion du *deal* sur les drones serait de la fourniture ou de l'investissement. Dans ce document, l'Ukraine renouvelle son exigence d'un cessez-le-feu préalable (tout comme les Européens). Volodymyr Zelensky n'est pas parvenu à l'obtenir de Donald Trump (ce qui satisfait Vladimir Poutine). Malgré cela, il n'a pas voulu « casser la négociation ». Selon des médias ukrainiens, il aurait annoncé le 18 août, lors d'un point de presse à Washington, son intention d'acquérir pour \$90 milliards d'armements américains dans le cadre des garanties de sécurité. Il aurait indiqué que la première garantie serait une « armée ukrainienne forte », la seconde, la proposition d'achats de \$90 milliards, la troisième, « notre production de drones ». Il veut motiver les États-Unis *via* ce concours important donné à l'industrie d'armement américaine.

Tout reste à faire

Des questions complexes se posent. La plus immédiate est la capacité des États-Unis d'honorer les commandes : disponibilité des demandes, calendrier des livraisons, la liberté de leur utilisation (conditionnelle). Autre question, délicate : cette approche rendra l'Ukraine et l'Europe durablement dépendantes de l'industrie américaine de l'armement. Comment préserver dans ce cas la politique d'autonomie stratégique et la politique européenne pour l'industrie de défense (la base industrielle et technologique de défense européenne, BITDE) que l'Union, avec des hauts et des bas, essaie de mettre en place ? Que va devenir la politique de préférence européenne envisagée (péniblement) par l'Union ? Quid des programmes européens décidés ou en cours d'étude ? Un détail symptomatique : Washington imposera une taxe de 10 % sur les armements qui seront achetés par les Européens pour l'Ukraine.

La « mise en musique » de cet ensemble de mesures a immédiatement débuté après le sommet et les debriefs qui ont suivi tant au niveau de la coalition des volontaires, que de l'Union européenne et de l'OTAN. De son côté, Karoline Leavitt a annoncé que « le président a ordonné à son équipe de la sécurité nationale de se coordonner avec nos amis en Europe et aussi de continuer de coopérer et de discuter ces questions également avec l'Ukraine et la Russie ». Le secrétaire d'État Marco Rubio, qui coordonne les positions américaines, a participé à une conférence virtuelle le 21 août avec les conseillers à la sécurité des pays européens concernés, auxquels se sont joints des responsables de la Commission et de l'OTAN. Selon un participant, à l'exception de la présence de troupes américaines au sol, « tout

est examiné et rien n'est exclu ». Le Pentagone a tenu à préciser que l'armée américaine ne prévoit qu'un rôle minime dans toute garantie de sécurité à l'Ukraine.

L'amiral Sir Tony Radakin, chef d'état-major des armées britanniques, a rencontré à Washington le 20 août son homologue américain, le général Dan Caine, chef d'état-major des armées. Ils ont participé à une conférence virtuelle des responsables militaires de l'OTAN. Selon le quotidien britannique *The Telegraph*, les participants travaillent sur des plans prévoyant une force européenne chargée d'entraîner et développer les forces armées ukrainiennes, tout en sécurisant les espaces aériens et terrestres. Environ dix pays apporteront leur concours, dont la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne.

MOSCOU RIPOSTE

Nuages russes (déjà) en vue

Moscou n'avait sans doute pas anticipé ce niveau de résolution. Lavrov menace : toute garantie de sécurité sans Moscou est une « voie vers nulle part ». Il a rappelé que toute garantie de sécurité doit se baser sur les demandes initiales russes du printemps 2022 qui prévoyaient un droit de veto de Moscou sur toute aide militaire à l'Ukraine. La Russie a aussi repoussé « tout scénario impliquant le déploiement de troupes de l'OTAN en Ukraine ».

Un test très lourd de sens

Moscou a envoyé un signal fort. La Russie a lancé le 21 août des frappes de 574 drones et 40 missiles balistiques. Mais l'une des cibles touchées est particulièrement significative : l'usine américaine Flex qui fabrique des composants électroniques, l'un des plus importants investissements américains en Ukraine, où travaillaient 600 personnes lors des tirs. Cette action est un défi frontal direct à Trump. Vladimir Poutine ne veut pas se laisser dicter des conditions par les Occidentaux et entend imposer les siennes. Cette attaque est un tournant. Il faut aussi se demander ce que veut réellement Poutine. S'agit-il de montrer qu'il est en position de force favorable avant d'engager une négociation avec Trump, ou pense-t-il qu'il peut se payer le luxe (avec l'appui de Pékin) de tourner complètement le dos à tout accord et relation avec les États-Unis qu'il s'agit d'humilier ? Or, le président américain se borne d'abord à encourager les Ukrainiens à réagir, voire attaquer la Russie. Dans *Truth Social*, il se pose en spectateur. Interrogé par la presse, il déclare : « J'ai dit à Poutine que je ne suis pas heureux » et insiste sur la nécessité d'une rencontre bilatérale Zelensky-Poutine et se donne un délai de deux semaines pour réagir. Pressé par les journalistes sur ce qu'il compte faire, il lance : « Je

vais prendre une décision sur ce que nous allons faire, et ça va être une décision très importante, et que ce soit ou pas des sanctions massives ou des droits de douane massifs ou les deux ; ou bien ne faisons-nous rien et (leur) disons que c'est votre bataille ? ». À son tour, J.D. Vance, dans une interview diffusée le 24 août sur *NBC Meet the Press* tente d'avancer un bilan positif : « Pour la première fois en trois ans et demi, les Russes ont fait des concessions significatives au président Trump ». Il cite : « La reconnaissance que l'Ukraine aura une intégrité territoriale après la guerre. Ils ont reconnu qu'ils ne seront pas capables d'installer un régime fantoche à Kiev. C'était, bien entendu, une demande majeure au début. Et, ce qui est important, ils ont reconnu qu'il y aura quelques garanties de sécurité à l'intégrité territoriale de l'Ukraine ». Interrogé le même jour, Lavrov suggère que l'usine américaine, officiellement à caractère civil, dissimulait en réalité des fabrications à usage militaire, tout en jurant effrontément que jamais la Russie ne bombarde des cibles civiles innocentes en dépit des témoignages accablants.

In fine, l'absence de « mesures fortes » signifie peut-être que Trump a anticipé qu'un accord entre Zelensky (dont Moscou va jusqu'à contester la qualité à en signer un) et Poutine était de toute façon inatteignable et s'en lave les mains... Pour l'heure, Vladimir Poutine réitère ses exigences initiales : l'Ukraine doit abandonner tout le Donbass, ne pas adhérer à l'OTAN, doit rester neutre et écarter toute force armée étrangère de son sol. En l'absence d'un compromis avec Moscou, Witkoff envisageait qu'un accord formel tripartite États-Unis/Ukraine/Russie soit signé et avalisé par l'ONU. Une alternative serait que l'Ukraine adopte un statut de neutralité permanente en échange de garanties des cinq membres permanents du Conseil de sécurité comme ceci avait été envisagé en 2022 lors des négociations d'Istanbul qui n'ont pas abouti.

Un message bien reçu par Xi Jinping

Cet épisode comporte déjà des conséquences stratégiques. Il alimente certainement les réflexions de Xi Jinping sur des scénarios d'invasion de Taïwan. Des documents russes récemment fuités par *The Insider* (synthétisés sur le site *Le Grand Continent*) montrent un renforcement de la coopération technique militaire entre Moscou et Pékin sur des préparatifs d'invasion de l'île. La question est de savoir de quel appui décisif pourrait bénéficier à l'île en cas d'attaque chinoise. Ne pas réagir par des sanctions sévères après la frappe russe sur une usine américaine envoie un dangereux signal qui va nourrir les calculs de Pékin. Face à un Poutine défiant, le locataire de la Maison-Blanche se résoudra-t-il à prononcer de lourdes sanctions ?

Moscou et Pékin défient l'ordre américain

Le maître du Kremlin est encouragé à poursuivre avec Pékin une stratégie de contestation de l'ordre et des alliances américaines en tissant des rapports bilatéraux, tout en misant sur les blocs (BRICS, Organisation de coopération de Shanghai) malgré leurs limites. La présence du président russe, invité d'honneur, aux côtés de Xi Jinping (et du Premier ministre indien Narendra Modi) au sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) à Tianjin le 31 août et le 1^{er} septembre, en présence de 26 chefs d'État et de gouvernement dont Erdogan), est hautement symbolique. Il a réaffirmé la solidité des relations entre la Russie et la Chine qui ont atteint « un niveau sans précédent » tandis que Xi célèbre la « vaste coopération stratégique russo-chinoise ». Les deux pays qui ont conduit récemment des exercices navals marins et sous-marins vont renforcer leur coopération militaire. Poutine, le président chinois et le dirigeant nord-coréen Kim Jong-Un se sont affichés assistant ensemble le 3 septembre au grand défilé célébrant le 80^e anniversaire de la défaite du Japon et de la fin de la Seconde Guerre mondiale, où la Chine a exposé devant le monde entier ses forces armées et leurs plus récents équipements : un message de défiance. Mark Rutte, secrétaire général de l'OTAN, n'exclut pas que Pékin puisse demander à Moscou de « fixer » des effectifs de l'OTAN par une opération militaire pour lui faciliter une offensive contre Taïwan. Certains experts pensent aussi que Pékin pourrait demander à ses deux alliés une forme ou une autre d'assistance en une telle circonstance. Malgré tout, la solidarité russo-chinoise n'est pas automatique ni sans limites. Pékin ne souhaite pas que le conflit russo-ukrainien se transforme en guerre généralisée sur le continent européen, de même que la Chine ne veut pas d'un effondrement russe ni ukrainien. Et la Russie, qui a déjà subi des opérations d'espionnage chinois et ne perd pas de vue les appétits de Pékin, conserve à son égard un zeste de méfiance.

Washington a peut-être perçu l'urgence de faire un geste pour ne pas perdre la face : le 28 août, le département d'État a annoncé que l'administration a approuvé et notifié au congrès la vente de \$825 millions de missiles et équipements à l'Ukraine pour sa défense anti-aérienne. Il s'agit de 3350 missiles ERAM à longue portée, 3350 unités de navigation GPS et, selon *Associated Press*, de composants, pièces détachées, d'accessoires, y compris la formation et l'assistance technique. Ces fournitures seront financées par le Danemark, les Pays-Bas, la Norvège, ainsi que par les ventes militaires américaines pour l'étranger (*Foreign Military Sales*, FMS). Selon l'administration américaine, elles « renforceront la capacité de l'Ukraine à faire face aux menaces présentes et futures en l'équipant davantage pour mener sa propre défense et des missions de sécurité régionale ». Nous ignorons ce que recouvrent ces missions et si ce vocabulaire implique une inflexion stratégique.

En menaçant la Russie de « sanctions majeures » si les tous les membres de l'OTAN (impensable pour la Turquie, la Hongrie, la Slovaquie !) n'importent plus de pétrole russe, Trump croit-il que Poutine fléchira alors que l'Union programme un 19^e *package* de sanctions ?

L'expertise stratégique en toute indépendance



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.